



NOVACYT GROUP

COMPTES INTERMÉDIAIRES 2021

Résultat consolidé pour le semestre clos au 30 juin 2021

Montants en k€	Notes	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020 (*)
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires	4	53 950	63 257
Coût des ventes	6	-15 906	-10 584
Coût des ventes - exceptionnel	7	-35 770	-
Marge brute	8	2 274	52 673
Frais de commercialisation, marketing et distribution		-3 370	-1 718
Frais de recherche et développement		-1 881	-518
Frais généraux et administratifs		-10 769	-7 897
Subventions gouvernementales		208	-
Résultat opérationnel avant éléments exceptionnels		-13 538	42 540
Autres produits opérationnels		-	4
Autres charges opérationnelles		-63	-308
Résultat opérationnel après éléments exceptionnels		-13 601	42 236
Produits financiers	9	233	76
Charges financières	9	-1 773	-2 002
Résultat avant impôt		-15 141	40 310
Produit/(charge) d'impôt	10	2 466	-5 179
Résultat après impôt		-12 675	35 131
Résultat par action (£)	11	-0,18	0,53
Résultat dilué par action (£)	11	-0,18	0,53

(*) L'information comparative pour 2020 a été retraitée pour prendre en compte le changement de devise de présentation du Groupe (voir Note 2).

Etat consolidé du résultat global pour le semestre clos au 30 juin 2021

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020 (*)
Résultat après impôt	-12 675	35 131
Eléments recyclables en résultat :		
Différences de change résultant de la conversion d'opérations en devises étrangères	530	771
Résultat global consolidé de l'exercice	-12 145	35 902
Résultat global attribuable à:		
Aux actionnaires de la société consolidante (**)	-12 145	35 902

(*) L'information comparative pour 2020 a été retraitée pour prendre en compte le changement de devise de présentation du Groupe (voir Note 2).

(**) Pas d'intérêts minoritaires.

Etat de la situation financière au 30 juin 2021

Montants en k€	Notes	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Audité) Exercice clos au 31 décembre 2020
Goodwill		17 457	17 877
Autres immobilisations incorporelles		3 901	4 255
Immobilisations corporelles		3 236	1 643
Droits d'utilisation		1 890	2 259
Actifs financiers non courants		126	138
Actifs d'impôt différé		2 535	3 023
Autres actifs à long terme		104	96
Total actifs non-courants		29 249	29 291
Stock et encours	12	15 127	29 888
Clients et autres débiteurs	13	40 570	79 592
Créances fiscales	14	17 725	-
Charges constatées d'avance et dépôts de garanties à court terme		2 293	3 731
Placements financiers à court terme		9	9
Trésorerie et équivalents de trésorerie		77 204	91 765
Total actifs courants		152 928	204 985
Total actifs		182 177	234 276
Emprunts et concours bancaires - part courante		-	-
Dettes de location - part courante		365	414
Compléments de prix éventuels – part courante		1 037	1 022
Provisions à court terme	15	19 852	19 856
Fournisseurs et autres créditeurs	16	12 826	36 784
Dettes fiscales	10	-	15 116
Autres passifs courants		192	950
Total passifs courants		34 272	74 142
Actifs/(passifs) nets courants		118 656	130 843
Dettes de location - part non courante		1 707	1 964
Compléments de prix éventuels – part non courante		824	812
Provisions à long terme	15	181	242
Passifs d'impôt différé		1 034	800
Autres passifs non courant		5 608	5 606
Total passifs non courants		9 354	9 424
Total passifs		43 626	83 566
Actifs nets		138 551	150 710

Etat de la situation financière au 30 juin 2021 (suite)

Montants en k€	Notes	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Audité) Exercice clos au 31 décembre 2020
Capital social	17	4 053	4 053
Primes liées au capital		50 671	50 671
Actions propres		-63	-49
Autres réserves		-1 506	-2 036
Réserve "equity"		1 155	1 155
Résultats accumulés		84 241	96 916
Total capitaux propres – part du société		138 551	150 710
Total des capitaux propres		138 551	150 710

Tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2021

Montants en k€

	Capital social	Primes liées au capital	Actions propres	Réserve "equity"	Autres réserves du groupe				Résultats accum.	Total capitaux propres
					Acquisition des actions Primer Design	Réserve de conversion	OCI s. PIDR	Total		
Situation au 1 janvier 2020	3 311	46 999	-141	336	-2 407	491	-8	-1 924	-36 119	12 462
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-112	-	-112	-	-112
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	132 423	132 423
Résultat global de la période	-	-	-	-	-	-112	-	-112	132 423	132 311
Augmentations de capital	567	2 011	-	-	-	-	-	-	-	2 578
Mouvements sur actions propres	-	-	92	-	-	-	-	-	-	92
Conversion des options et des emprunts	175	1 661	-	819	-	-	-	-	612	3 267
Situation au 31 décembre 2020	4 053	50 671	-49	1 155	-2 407	379	-8	-2 036	96 916	150 710
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	530	-	530	-	530
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-12 675	-12 675
Résultat global de la période	-	-	-	-	-	530	-	530	-12 675	-12 145
Mouvements sur actions propres	-	-	-14	-	-	-	-	-	-	-14
Situation au 30 juin 2021	4 053	50 671	-63	1 155	-2 407	909	-8	-1 506	84 241	138 551

Tableau des flux de trésorerie pour le semestre clos au 30 juin 2021

Montants en k€	Notes	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020 (*)
Flux de trésorerie nets générés ou utilisés par l'exploitation	18	-12 179	21 504
Activités d'investissement			
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		-	3
Acquisitions de brevets et marques		-115	-38
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-1 924	-234
Variations des dépôts de garantie		63	68
Acquisition de filiale, déduction faite de la trésorerie acquise		17	6
Flux de trésorerie nets générés ou utilisés par les activités d'investissement		-1 959	-195
Activités de financement			
Remboursement des dettes de location		-230	-177
Remboursement des autres emprunts et dettes financières		-	-5 060
Produit des émissions d'actions		-	2 542
(Acquisitions)/Cessions d'actions propres – Net		-50	31
Remboursement d'autres financements à court terme		-	-677
Intérêts payés		-91	-1 580
Trésorerie nette utilisée par des activités de financement		-371	-4 921
(Diminution)/augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-14 509	16 388
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		91 765	1 578
Effet des variations des taux de change		-52	-730
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		77 204	17 236

(*) L'information comparative pour 2020 a été retraitée pour prendre en compte le changement de devise de présentation du Groupe (voir Note 2).

NOTES SUR LES COMPTES INTERMEDIAIRES
POUR LA PERIODE DE SIX MOIS ARRETEE AU 30 JUIN 2021

1. INFORMATIONS GENERALES ET BASE DE LA CONSOLIDATION

Novacyt est un groupe international, actif dans le domaine du diagnostic médical, qui propose un nombre croissant de tests in vitro et moléculaires. Ses forces résident dans le développement produit, la commercialisation, la conception et la fabrication pour tiers. Les principales entités du Groupe sont Primerdesign et Lab21, qui fournissent un large panel de tests et de réactifs de grande qualité dans le monde entier. Le Groupe sert directement les marchés de la microbiologie, l'hématologie et la sérologie, comme le font ses principaux partenaires parmi lesquels figurent des sociétés très importantes. Novacyt S.A. (la « Société ») est la tête du Groupe Novacyt et son siège social est situé 13 avenue Morane Saulnier – 78140 Vélizy Villacoublay.

Ce rapport présente les états financiers consolidés de la société et de ses filiales, collectivement désignées ci-après le « Groupe ». Ils sont préparés et présentés en milliers de livres sterling "GBP".

Ces informations financières intermédiaires consolidées condensées ne constituent pas des comptes statutaires complets. Elles n'incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lues conjointement avec les états financiers consolidés pour les douze mois clos le 31 décembre 2020. Les comptes statutaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été approuvés par le Conseil d'administration et ont été déposés au greffe du tribunal de commerce. Le rapport du commissaire aux comptes sur ces comptes était sans réserve. Les informations financières pour les semestres clos le 30 juin 2021 et 30 juin 2020 ne sont pas auditées et les douze mois au 31 décembre 2020 sont audités.

Tous les actifs et passifs, capitaux propres, chiffre d'affaires, charges et flux de trésorerie se rapportant à des transactions entre les membres du Groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Sociétés	Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020		Au 30 juin 2020	
	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
Biotec Laboratories Ltd	100%	FC	100%	FC
IT-IS International Ltd	100%	FC	0%	–
Lab 21 Healthcare Ltd	100%	FC	100%	FC
Microgen Bioproducts Ltd	100%	FC	100%	FC
Novacyt S.A.	100%	FC	100%	FC
Novacyt Asia Ltd	100%	FC	100%	FC
Novacyt China Ltd	100%	FC	100%	FC
Novacyt UK Holdings Ltd	100%	FC	100%	FC
Primer Design Ltd	100%	FC	100%	FC

2. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Les états financiers ont été préparés selon les normes comptables internationales IFRS adoptés par l'Union Européenne. Aussi, les états financiers du Groupe sont en conformité avec l'article 4 du Règlement (CE) n°1606/2002 de l'Union Européenne.

Les états financiers ont été établis à partir du coût historique, sauf pour les instruments financiers qui ont été évalués à leur juste valeur. Le coût historique se base en général sur la juste valeur de la contrepartie versée en échange de biens et de services.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction effectuée en bonne et due forme entre les participants de l'opération à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou évalué selon une autre technique. Pour estimer la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le Groupe tient compte des caractéristiques de l'actif ou du passif dont les acteurs du marché auraient tenu compte pour déterminer le montant de l'actif ou du passif à la date d'évaluation. La juste valeur aux fins d'évaluation et/ou de présentation dans les états financiers est déterminée sur cette base, sauf pour des opérations de location qui entrent dans le cadre de de l'IFRS 16, et des évaluations présentant des similarités avec la juste valeur mais qui ne sont pas une juste valeur, par exemple une valeur nette réalisable d'après IAS 2 ou une valeur d'utilité dans IAS 36.

Les domaines dans lesquels des hypothèses et estimations sont significatives pour les états financiers consolidés sont l'évaluation du goodwill résultant de l'acquisition par la Société de IT-IS International (voir la Note 15 du rapport sur les Comptes consolidés 2020 pour plus de détails), les valeurs comptables et les durées d'utilité des immobilisations incorporelles (voir la Note 16 du rapport sur les Comptes consolidés 2020 pour plus de détails), les impôts différés (voir la Note 20 du rapport sur les Comptes consolidés 2020 pour plus de détails), les créances clients (voir la Note 23 du rapport sur les Comptes consolidés 2020 pour plus de détails), et les provisions pour risques et charges liées à l'exploitation (voir la Note 30 du rapport sur les Comptes consolidés 2020 pour plus de détails).

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées dans les états financiers.

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans ces états financiers intermédiaires résumés sont essentiellement les mêmes que ceux appliqués par le Groupe dans ses états financiers pour l'exercice 2020 et qui constituent la base des états financiers 2021. La méthodologie de sélection des hypothèses qui sous-tendent aux calculs de juste valeur n'a pas changé depuis le 31 décembre 2020.

Changement de la devise de présentation

Le Groupe a choisi de changer la devise de présentation des états financiers qui devient la livre Sterling afin de mieux refléter les opérations du Groupe qui sont principalement réalisées dans cette devise. Ce changement a été mis en place pour les comptes annuels 2020.

Suite à ce changement de méthode comptable, les états financiers consolidés comparatifs sont présentés en livres sterling. Les écarts de conversion de consolidation ont été remis à zéro au 1 janvier 2014, date de création du Groupe consolidé. Les écarts de conversion cumulés en consolidation sont présentés comme si le Groupe avait utilisé la Great British Pound comme monnaie de présentation de ses états financiers consolidés depuis cette date, le 1 janvier 2014.

La monnaie fonctionnelle de la société mère, Novacyt S.A., reste l'euro. Les écarts de conversion provenant de la société mère sont présentés dans les "autres réserves".

Continuité d'exploitation

Au moment de l'approbation des états financiers, la Direction s'attend raisonnablement à ce que la Société dispose de ressources suffisantes pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible. Elle a donc adopté le principe de la continuité de l'exploitation dans la préparation des états financiers.

Cette décision a été prise en prenant compte des éléments suivants :

- le besoin en fonds de roulement du Groupe,
- un solde de trésorerie positif au 30 juin 2021 de 77 204 k€,
- le paiement de la deuxième tranche du plan d'intéressement à long terme qui a commencé en novembre 2017 et s'est terminé en novembre 2020,
- le paiement de la première échéance de la part conditionnelle du prix d'acquisition de IT-IS International acquisition, et
- la confiance de la Direction quant à la résolution du litige commercial présenté en Note 20.

Evaluation du goodwill

Le goodwill est ventilé par UGT ou groupe d'unités génératrices de trésorerie, en fonction du niveau auquel il est suivi à des fins de gestion. Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, les UGT ou groupes d'UGT définis par le Groupe ne sont pas d'une taille supérieure à celle d'un secteur opérationnel.

Impairment testing

Le goodwill n'est pas amorti, mais fait l'objet de tests de dépréciation lorsqu'il existe un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an pour la clôture annuelle.

Ces tests consistent à comparer la valeur comptable d'un actif à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif, d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de vente est le montant pouvant être obtenu de la vente d'un actif, d'une UGT ou d'un groupe d'UGT lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif, d'une UGT ou d'un groupe d'UGT.

Il n'est pas toujours nécessaire de déterminer à la fois la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Si l'un ou l'autre de ces montants est supérieur à la valeur comptable de l'actif, l'actif ne s'est pas déprécié et il n'est pas nécessaire d'estimer l'autre montant.

Stocks

Les stocks sont valorisés à la valeur la plus faible entre leur coût d'acquisition et leur valeur recouvrable. Le coût d'acquisition des stocks comprend les matières et fournitures et, le cas échéant, les frais de personnel encourus pour amener les stocks dans leur état actuel. Il est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur recouvrable représente le prix de vente estimé, diminué de tous frais de marketing, de vente et de distribution.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus, et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est constatée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances clients

Le Groupe a établi une politique de crédit qui prévoit l'examen de la solvabilité de chaque nouveau client avant l'octroi du crédit, et prend en compte des évaluations externes quand cela est possible. Des limites de crédit sont établies pour tous les clients significatifs ou présentant un risque élevé. Elles représentent les montants de crédit les plus élevés au-delà desquels une autorisation supplémentaire doit être obtenue auprès d'un manager expérimenté. Le niveau des créances est suivi en permanence par chaque division. Les limites de crédit sont revues régulièrement, au moins chaque année. Les clients qui ne répondent pas aux critères de solvabilité du Groupe ne peuvent réaliser des transactions que sur la base d'un paiement anticipé.

Les créances commerciales sont initialement enregistrées à leur juste valeur et ensuite évaluées au coût amorti. Cela se traduit généralement par leur comptabilisation à la valeur nominale moins une provision pour toute créance douteuse. Les créances commerciales en devises étrangères sont négociées dans leur devise locale et sont ensuite réévaluées à la fin de chaque période de déclaration, les différences de change étant comptabilisées dans le compte de résultat en tant que produit ou charge.

La provision pour créances douteuses est comptabilisée sur la base des pertes attendues par la direction, sans tenir compte de l'existence ou non d'un déclencheur de dépréciation (modèle de "perte de crédit attendue"). Lors de la mise en œuvre de l'IFRS 9, le Groupe a conclu qu'aucun taux de défaut historique réel ne pouvait être déterminé en raison d'un faible niveau de pertes historiques dans l'ensemble de l'activité. Le Groupe comptabilise donc une provision pour créances douteuses sur la base de l'ancienneté des factures. Dès lors qu'une facture est en retard de plus de 90 jours par rapport à sa date d'échéance, sur la base des conditions de crédit convenues, cette facture est plus susceptible d'être en défaut que les factures opérant dans les 90 jours de leur date d'échéance. Aussi, ces factures seront provisionnées en totalité dans le cadre d'un modèle de perte de crédit attendue.

Les créances commerciales sont comptabilisées en pertes lorsqu'il n'y a pas de perspective raisonnable de recouvrement. Les indicateurs de l'absence de perspective raisonnable de recouvrement peuvent inclure l'incapacité du débiteur à s'engager dans un plan de paiement et l'incapacité à effectuer les paiements contractuels dans les 365 jours suivant la date d'échéance initiale.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Pour qu'un placement puisse être considéré comme un équivalent de trésorerie, il doit être facilement convertible en un montant de trésorerie connu et être soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des fonds de caisses, des comptes bancaires courants, ainsi que des valeurs mobilières de placement (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, « OPCVM », titres de créances négociables, etc.) qui peuvent être liquidés ou vendus à très court terme (en général moins de 3 mois après la date d'acquisition) et dont le risque de changement de valeur est négligeable. Tous ces

éléments sont évalués à leur juste valeur, les éventuels ajustements étant comptabilisés dans les gains ou pertes.

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont des obligations de fournir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. Elles sont comptabilisées dans l'état de la situation financière lorsque le Groupe participe à une transaction qui génère des dettes de cette nature. Les dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs sont portés dans l'état de la situation financière pour leur juste valeur lors de leur première comptabilisation, sauf si leur règlement intervient plus de 12 mois après leur comptabilisation. Dans ce cas, elles sont estimées par la méthode du coût amorti. La méthode du taux d'intérêt effectif entraînera la comptabilisation d'une charge financière dans le compte de résultat. Les dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs sortent de l'état de la situation financière lorsque l'obligation correspondante est éteinte.

Les dettes fournisseurs n'ont pas fait l'objet d'actualisation, car l'effet de ce calcul ne serait pas significatif.

Provisions

Conformément à l'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation en cours à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'il y aura une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de ce dernier. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources futures nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Elles sont constituées pour faire face aux charges résultant des frais de remise en état des locaux loués, des litiges avec le personnel, d'un litige industriel, du plan d'intéressement à long terme et des garanties produits.

Plan d'intéressement à long terme

Novacyt a donné à certains employés des options d'achat d'actions Novacyt dans le cadre d'un plan d'intéressement à long terme adopté le 1 novembre 2017. Le prix d'exercice est fixé au prix de l'action à la date d'attribution et les options sont réglées en espèces. Les options ont été définitivement acquises le jour du troisième anniversaire de la date d'attribution, soit le 1 novembre 2020. La charge correspondante est calculée conformément à la norme IFRS 2 « Rémunération en actions » et est répartie sur la période d'acquisition pour refléter les services reçus. Une dette est comptabilisée dans l'état de la situation financière pour la portion des options non payée aux salariés à la clôture.

Chiffre d'affaires consolidé

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients » pose les principes de reconnaissance du chiffre d'affaires, uniquement lorsque les obligations de performance sont satisfaites et que le contrôle des biens ou services correspondants est transféré. Elle traite d'éléments tels que la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des contrats avec les clients. La norme IFRS 15 remplace la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et les règles associées. La norme IFRS 15 prévoit une approche en cinq étapes du processus de

comptabilisation des produits des activités ordinaires et s'applique à tous les contrats avec les clients, à l'exception de ceux qui entrent dans le champ d'application d'autres normes.

- Etape 1 – Identifier le(s) contrat(s) avec un client
- Etape 2 – Identifier les obligations de performance dans le contrat
- Etape 3 – Déterminer le prix de la transaction
- Etape 4 – Affecter le prix de la transaction aux obligations de performance du contrat
- Etape 5 – Comptabiliser le produit des activités ordinaires lorsque (ou au fur et à mesure que) l'entité satisfait à une obligation de performance.

Le Groupe satisfait à ses obligations de performance principalement à un moment donné et les montants des produits comptabilisés relatifs aux obligations de performance satisfaites dans le temps ne sont pas significatifs. Par conséquent, la comptabilisation des produits selon l'IFRS 15 ne représente pas un changement substantiel pour la comptabilisation des produits des ventes aux clients.

Les processus de comptabilisation des produits du Groupe sont généralement simples : la reconnaissance des revenus intervient au moment de la vente et le jugement nécessaire pour déterminer le moment du transfert de contrôle est peu significatif. En effet, le Groupe satisfait à ses obligations de performance principalement à un moment donné et les montants des produits comptabilisés relatifs aux obligations de performance satisfaites au fil du temps ne sont pas significatifs.

Certains contrats avec les clients prévoient une garantie limitée, qui est comptabilisée selon les dispositions d'IAS 37 (voir principe comptable relatif aux provisions). Si une réparation ou un remplacement n'est pas possible dans le cadre de la garantie, un remboursement du prix du produit peut être accordé. Le passif relatif à un remboursement potentiel représente une contrepartie variable.

Selon IFRS 15.53, pour évaluer ce passif, le Groupe peut utiliser :

- La valeur attendue (somme des montants pondérés par la probabilité) ; ou
- Le montant le plus probable (généralement utilisé lorsque les résultats sont binaires).

La méthode comptable utilisée ne résulte pas d'un choix. Elle est celle qui, selon la direction, permet d'établir la meilleure prévision du prix de vente en fonction des termes du contrat. La méthode est appliquée de façon cohérente pendant toute la durée du contrat. Quand c'est pertinent, la contrepartie variable n'est pas prise en compte. IFRS 15 requiert qu'un produit ne soit inclus dans le chiffre d'affaires que dans la mesure où il est « hautement probable » que ce produit ne sera pas annulé pour une part significative sur les périodes futures.

Pour effectuer cette appréciation, la direction a pris en compte les critères suivants (qui ne sont pas exclusifs) :

- La grande sensibilité du prix à des facteurs non soumis à l'influence du Groupe ;
- Le fait que l'incertitude sur le montant du prix ne semble pas pouvoir être résolue avant une longue période de temps.;
- L'expérience du Groupe (ou d'autres données) avec des types de contrats similaires ;
- L'habitude du Groupe de proposer un large choix de concessions sur les prix ou de modifier les termes et conditions de paiement de contrats similaires dans des circonstances similaires ; et
- Le fait que les possibilités de prix pour le contrat soient nombreuses et diverses.

La décision de prendre ou non en compte la contrepartie variable est considérée comme un jugement important car le terme « hautement probable » n'est pas défini dans la norme IFRS 15. La direction considère que « hautement probable » signifie beaucoup plus probable que « probable ».

Imposition

La charge d'impôt est la somme des impôts dus et des impôts différés.

- **Impôt dû**

L'impôt dû est calculé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du résultat net tel qu'il figure dans le compte de résultat, dans la mesure où il exclut des produits ou des charges qui sont imposables ou déductibles sur d'autres exercices, et il exclut également des éléments qui ne sont jamais imposables ou déductibles. Le passif d'impôt exigible du Groupe est calculé par application des taux d'imposition qui sont en vigueur ou quasiment adoptés à la clôture de l'exercice.

Une provision est comptabilisée lorsque le montant de l'impôt est incertain mais qu'il est probable qu'il y aura une sortie de fonds future au profit d'une autorité fiscale. Les provisions sont évaluées à la meilleure estimation du montant que l'on s'attend à devoir payer. L'évaluation est le résultat du jugement du Groupe basé sur les conseils de fiscalistes externes et sur l'expérience antérieure acquise sur ces sujets.

- **Impôt différé**

L'impôt différé est calculé sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans l'état de la situation financière et leurs bases fiscales, et est comptabilisé selon une approche bilancielle avec application du report variable. Les passifs d'impôt différé sont généralement constatés sur les reports de taxation temporels, et les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où la société dispose d'un bénéfice imposable sur lequel imputer les reports de déduction temporels. Ces actifs et passifs ne sont pas reconnus si la différence temporelle résulte de la comptabilisation du goodwill ou de la comptabilisation initiale (autre que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans le cadre d'une opération n'affectant ni le résultat imposable ni le résultat comptable.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour tous les reports de taxation temporaires liés à des participations dans des filiales, sociétés associées et co-entreprises, sauf lorsque le Groupe est capable de contrôler le renversement de la différence temporelle et s'il est probable que l'écart temporel ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés résultant de reports de déductions associés à de tels investissements et intérêts, sont constatés uniquement dans la mesure où la société dispose de bénéfices imposables suffisants sur lesquels imputer les bénéfices des écarts temporels et que ces écarts temporels devraient s'inverser dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre de bénéficier de l'utilisation de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont calculés aux taux d'imposition qui devraient s'appliquer à la période de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif, sur la base des règles fiscales et des taux d'imposition en vigueur ou quasiment adoptés à la date de clôture de l'exercice. L'impôt différé constitue un produit ou une charge du compte de résultat, sauf lorsqu'il se rapporte à des éléments comptabilisés parmi les éléments du résultat global, auquel cas l'impôt différé est également compris dans le résultat global.

La valorisation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont le Groupe s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs ou passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsque le Groupe est en droit de compenser les passifs et actifs d'impôt courants, que les actifs et passifs d'impôt différés se rapportent à des impôts sur le résultat relevant de la même juridiction fiscale, et que le Groupe entend régler ses actifs et passifs d'impôt courants sur une base nette.

Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action ordinaire et un résultat dilué par action ordinaire. Le résultat par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, tenant compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Celles-ci comprennent notamment les options, lorsque le cours moyen de marché des actions ordinaires excède leur prix d'exercice et qu'elles ont un effet dilutif sur le résultat par action.

Éléments exceptionnels

Les éléments exceptionnels sont les charges ou produits qui contribuent à la formation du résultat opérationnel, et, selon le Conseil d'Administration, doivent être présentés distinctement en raison de leur importance ou de leur fréquence.

3. PRINCIPAUX JUGEMENTS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Dans le cadre de l'application des principes comptables du Groupe, la Direction procède à des jugements (autres que ceux impliquant des estimations) qui ont un impact significatif sur les montants comptabilisés et de faire des estimations et des hypothèses sur les valeurs comptables des actifs et des passifs qui ne sont pas facilement accessibles à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses associées sont basées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les montants réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues de manière continue. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'affecte que cette période, ou dans la période de la révision et les périodes futures si la révision affecte à la fois les périodes actuelles et futures.

Jugements comptables déterminants

- **Non prise en compte de certains produits**

Le revenu relatif à une transaction n'inclut une contrepartie variable que s'il est hautement probable qu'aucun ajustement important du produit n'interviendra ultérieurement. Le qualificatif "hautement probable" n'est pas défini par la norme IFRS 15. Aussi, la direction doit porter un jugement important sur la nécessité de prendre ou non en compte la contrepartie variable.

- **Clients et autres débiteurs**

Une estimation des risques de non-encaissement basée notamment sur des renseignements commerciaux, sur les tendances économiques du moment et sur la solvabilité de chaque client est mise en œuvre afin de déterminer, client par client, une éventuelle dépréciation. La Direction exerce son jugement pour déterminer si une provision pour pertes sur créance est nécessaire.

Au 30 juin 2021, le Groupe détenait des créances commerciales d'un montant de 32 452 k€ sur lesquelles une provision pour dépréciation de 246 k€ avait été constituée. A la date de publication des états financiers intermédiaires, le total des créances en retard de règlement au 30 juin 2021 s'élevait à 23 957 k€ en raison d'un litige contractuel avec le DHSC décrit dans la Note 20. La direction considère qu'il est plus probable qu'improbable que les créances au 30 juin soient recouvrables ; il s'agit d'un jugement important.

- **Provision pour garantie des produits**

Le montant de la provision requise est déterminé par la direction sur la base des informations disponibles, de l'expérience et, dans certains cas, d'estimations d'experts. Les provisions pour garantie de produits ne sont constituées que si l'on considère qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire. La détermination de cette probabilité constitue un jugement important, en particulier dans le contexte du règlement du litige contractuel avec le DHSC décrit en Note 20.

Sources majeures d'incertitudes relatives aux estimations

Les principales sources d'incertitudes relatives aux estimations sont énumérées ci-après. Seule l'évaluation des goodwill est susceptible de générer des ajustements significatifs sur les comptes. Les autres estimations ne sont pas considérées comme significatives.

- **Evaluation du goodwill**

Les goodwills font l'objet de tests de dépréciation annuels. Les valeurs recouvrables de ces actifs sont déterminées essentiellement sur la base de prévisions de flux futurs de trésorerie. Le montant total des flux de trésorerie attendus traduit la meilleure estimation par la Direction des avantages et obligations futurs attendus par l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Les hypothèses utilisées et les estimations induites portent sur des périodes parfois très longues, et tiennent compte des contraintes technologiques, commerciales et contractuelles afférentes à chaque UGT. Ces estimations sont principalement soumises aux hypothèses de volumes, de prix de vente et de coûts de production associés, et des cours de change des devises dans lesquels les ventes et les achats sont libellés. Elles sont également soumises au taux d'actualisation retenu pour chaque UGT.

Des tests de dépréciation des goodwills sont conduits lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur et leurs valeurs sont revues à chaque date de clôture, ou plus fréquemment quand des événements internes ou externes le justifient.

4. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le tableau ci-dessous présente les produits des activités ordinaires :

Montants en k£	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Produits fabriqués	53 610	63 113
Marchandises	69	23
Autres	271	121
Total chiffre d'affaires	53 950	63 257

Un total de 40 759 k£ de ventes de produits et services livrés au Ministère de la santé et des affaires sociales britannique (« Department of Health and Social Care » ou « DHSC ») au cours du premier semestre 2021 a été exclu du chiffre d'affaires pour les comptes intermédiaires conformément à la norme IFRS 15. Ce traitement comptable ne modifie pas la position juridique du Groupe dans le différend qui l'oppose au DHSC et la filiale du Groupe, Primer Design Limited, considère qu'elle dispose de solides arguments pour faire valoir ses droits contractuels.

Une partie du chiffre d'affaires est généré en devises étrangères (en particulier en euros et en dollars US). Le Groupe ne s'est pas couvert contre le risque de change associé.

L'analyse du chiffre d'affaires par secteur opérationnel et par zone géographique est présentée dans la Note 5.

5. SECTEURS OPERATIONNELS

Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des revenus et d'encourir des charges (y compris des produits des activités et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la même entité) ;
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le directeur général du Groupe et les dirigeants des différentes entités en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ;
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Groupe a identifié quatre secteurs opérationnels, chacun correspondant à un suivi distinct des performances et des ressources :

◦ **Primerdesign**

Ce secteur correspond à la société Primer Design Ltd, qui conçoit, fabrique et distribue des réactifs et des kits de dépistage de certaines maladies infectieuses. Ces kits s'appuient sur la technologie de « réaction en chaîne de la polymérase ». La société est basée à Southampton, Royaume-Uni.

◦ **Lab21 Products**

Ce secteur correspond aux activités de conception, de fabrication et de distribution une large gamme de diagnostics in vitro à base de protéines pour la détection des maladies infectieuses. Il correspond à l'activité des sociétés Microgen Bioproducts Ltd et Lab 21 Healthcare Ltd qui sont maintenant basées à Camberley, Royaume-Uni.

◦ **IT-IS International**

Ce segment correspond à l'activité de IT-IS International Ltd, une société basée au Royaume-Uni qui conçoit et fabrique des instruments de diagnostics PCR pour les laboratoires d'analyses biologiques et alimentaires.

◦ **Groupe**

Ce segment comprend les charges « centrales » du Groupe. Quand c'est pertinent, ces coûts sont refacturés aux secteurs opérationnels à travers des honoraires de services de support.

◦ **Eliminations internes au Groupe**

Cette colonne présente les transactions internes entre sociétés du Groupe, qui n'ont pas été affectées par secteur opérationnel, mais elle ne constitue pas un segment opérationnel.

Le responsable des secteurs opérationnels est le Président Directeur Général (CEO).

Dépendance à quelques clients importants et risque de concentration

Le chiffre d'affaires de Primerdesign comprend environ 9 264 k£ (\$1 2020 : 0 £) provenant de ventes au plus gros client du Groupe. Un autre client représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2021.

74% des créances concernent une contrepartie unique, avec laquelle le Groupe est en litige, comme indiqué dans la Note 20. La direction considère qu'il est plus probable qu'improbable que la créance au 30 juin 2021 soit recouvrable.

Répartition du chiffre d'affaires par secteur opérationnel et zone géographique

o Au 30 juin 2021

Montants en k£	Primerdesign	Lab21 Products	IT-IS International	Total
Zone géographique				
Royaume-Uni	20 898	320	217	21 435
Europe (hors R.U.)	20 201	600	166	20 967
Amérique	4 949	143	392	5 484
Asie-Pacifique	3 650	458	709	4 817
Afrique	700	103	50	853
Moyen-Orient	253	125	16	394
Total chiffre d'affaires	50 651	1 749	1 550	53 950

o Au 30 juin 2020

Montants en k£	Primerdesign	Lab21 Products	Total
Zone géographique			
Royaume-Uni	34 349	302	34 651
Europe (hors R.U.)	16 379	522	16 901
Amérique	3 221	171	3 392
Asie-Pacifique	2 416	453	2 869
Afrique	1 760	56	1 816
Moyen-Orient	3 567	61	3 628
Total chiffre d'affaires	61 692	1 565	63 257

Répartition du résultat par secteur opérationnel

◦ Semestre clos le 30 juin 2021

Montants en k€	Primerdesign	Lab21 Products	IT-IS International	Groupe	Eliminations intra-groupe	Total
Chiffre d'affaires	50 651	3 124	7 424	-	-7 249	53 950
Coût des ventes	-16 252	-1 132	-3 579	-	5 057	-15 906
Coût des ventes - exceptionnel	-37 192	-	-3 984	-	5 406	-35 770
Commercialisation et marketing	-2 814	-379	-80	-97	-	-3 370
Recherche et développement	-1 662	-6	-213	-	-	-1 881
Frais généraux et administratifs	-6 915	-1 189	-852	-875	-	-9 831
Subventions gouvernementales	208	-	-	-	-	208
Résultat RETRAITE avant intérêts, impôt, dépréciation et amortissement, et coût des ventes exceptionnel tel que dans le reporting de gestion	23 216	418	2 700	-972	-2 192	23 170
Résultat avant intérêts, impôt et dépréciation et amortissement, tel que dans le reporting de gestion	-13 976	418	-1 284	-972	3 214	-12 600
Dépréciation et amortissement	-620	-104	-202	-12	-	-938
(Perte)/ bénéfice opérationnel avant éléments exceptionnels	-14 596	314	-1 486	-984	3 214	-13 538

◦ Semestre clos le 30 juin 2020

Montants en k€	Primerdesign	Lab21 Products	Groupe	Eliminations intra-groupe	Total
Chiffre d'affaires	61 692	1 579	-	-14	63 257
Coût des ventes	-9 381	-1 219	-	16	-10 584
Commercialisation et marketing	-1 106	-584	-1	-27	-1 718
Recherche et développement	-516	-2	-	-	-518
Frais généraux et administratifs	-1 811	-1 014	-4 491	25	-7 291
Subventions gouvernementales	-	-	-	-	-
Résultat avant intérêts, impôt et dépréciation et amortissement, tel que dans le reporting de gestion	48 878	-1 240	-4 492	-	43 146
Dépréciation et amortissement	-368	-229	-9	-	-606
Bénéfice/(perte) opérationnel avant éléments exceptionnels	48 510	-1 469	-4 501	-	42 540

6. COUT DES VENTES

Le tableau ci-dessous présente le coût des ventes :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Achats et variations des stocks	5 960	4 205
Variation des provisions sur stocks	2 277	127
Achats non stockés de matières et fournitures	167	114
Transports sur achats	369	107
Coût de la main-d'œuvre directe de production	7 133	6 003
Autres charges	-	28
Total coût des ventes	15 906	10 584

Le coût des ventes au 30 juin 2021 a augmenté par rapport au 1^{er} semestre 2020 en raison des provisions pour dépréciation des stocks, de coûts de salaires et de production plus élevés liés à l'évolution du portefeuille des produits COVID-19 et de ventes d'instruments plus importantes.

7. COUT DES VENTES - EXCEPTIONNEL

Le tableau ci-dessous présente le coût des ventes exceptionnel :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Achats et variations des stocks	4 802	-
Variation des provisions sur stocks	26 098	-
Coût de la main-d'œuvre directe de production	4 133	-
Autres charges	737	-
Total coût des ventes - exceptionnel	35 770	-

En raison du différend mentionné en Note 20, la direction a comptabilisé certaines charges présentées sur une ligne « Coût des ventes – Exceptionnel ». Les deux éléments principaux qui constituent le total de 35 770 k€ sont une provision pour dépréciation de 26 098 k€ consécutive à l'achat de stocks destinés à la livraison de futures commandes du DHSC qui n'ont finalement pas été reçues, et la perte de 6 884 k€ sur des stocks livrés au DHSC qui n'ont pas été payés et font partie du litige contractuel en cours.

8. MARGE BRUTE

Le tableau ci-dessous présente l'indicateur de marge brute ajusté des éléments exceptionnels non récurrents :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Chiffre d'affaires	53 950	63 257
Coût des ventes	-15 906	-10 584
Coût des ventes - exceptionnel	-35 770	-
Marge brute	2 274	52 673
Annulation du coût des ventes - exceptionnel	35 770	-
Marge brute récurrente	38 044	52 673
En pourcentage du chiffre d'affaires	71%	83%

La marge brute de l'activité sur le premier semestre 2021, qui s'élève à 71 %, est légèrement inférieure à la marge historique du Groupe. Cela s'explique par la comptabilisation d'un montant de provision sur stocks plus élevé qu'habituellement, par la dilution de la marge en raison d'une augmentation significative des ventes d'instruments au premier semestre 2021 à mesure que le Groupe développe sa base installée et par le don à l'UNICEF d'environ un million de tests, dont 194 000 ont été livrés gratuitement à la fin du mois de juin 2021.

9. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le tableau ci-dessous présente les produits et charges financiers :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Gains de change	211	29
Actualisation des instruments financiers	6	47
Autres produits financiers	16	-
Total produits financiers	233	76
Charges d'intérêt sur dettes de location	-105	-107
Charges d'intérêt sur emprunts	-	-1 417
Pertes de change	-1 596	-100
Autres charges financières	-72	-378
Total charges financières	-1 773	-2 002

Charges financières :

Charges d'intérêt sur emprunts

La diminution des intérêts sur emprunts depuis juin 2020 est due au paiement de toutes les dettes, en particulier l'emprunt obligataire de 5 000 k€ auprès de Harbert European Growth Capital bond et les charges d'intérêt afférentes, durant le premier semestre 2020.

Pertes de change financières

Les pertes de change financières sur le premier semestre 2021 résultent des réévaluations de la dette relative au plan d'intéressement à long terme et des comptes bancaires et comptes intra-groupe libellés en devises étrangères.

10.IMPOT SUR LE RESULTAT

Le taux d'imposition standard appliqué au résultat est de 26,5 %, soit le taux applicable à Novacyt S.A. en France. Il était de 28,0 % en juin 2020.

L'impôt dans les autres juridictions (principalement au Royaume-Uni) est calculé au taux en vigueur dans les pays respectifs.

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Charge d'impôt courant		
Produit/(charge) d'impôt de l'exercice courant	3 201	-5 179
Charge d'impôt différé		
Impôt différé	-735	-
Total produit/(charge) d'impôt de l'exercice	2 466	-5 179

Le produit/la (charge) de l'exercice peut être réconcilié à la (perte) ou au bénéfice consolidé comme suit :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
(Perte)/bénéfice avant impôt	-15 141	40 310
Impôt au taux de l'impôt français sur les sociétés (2021 : 26,5 %, 2020 : 28,0 %)	4 013	-11 287
Effet des différences de taux d'imposition de filiales opérant à l'étranger	-987	4 098
Effet des charges non déductibles et produits non imposables	-39	-88
Effet de l'utilisation des pertes fiscales non reconnues antérieurement	-	213
Pertes non comptabilisées pour des impôts différés	-524	-1 407
Crédits d'impôt recherche	-	78
Dispositif fiscal dit "patent box »	-	3 219
Autres ajustements	3	-5
Total produit/(charge) d'impôt de l'exercice	2 466	-5 179

Questions relatives à la charge fiscale

En 2020, Novacyt a déposé un certain nombre de brevets sur des technologies développées pendant l'exercice. Plusieurs années peuvent être nécessaires pour l'octroi des brevets, s'ils le sont, et à la date de clôture, le processus de validation était en cours pour tous les brevets. Si l'un ou plus de ces brevets est finalement délivré, le Groupe espère être en mesure de bénéficier du régime fiscal du Royaume-Uni appelé "Patent box", qui prévoit un taux d'imposition particulièrement bas. Il est utilisé par plusieurs pays

pour encourager la recherche et le développement via une fiscalité des bénéfices tirés des produits brevetés différente des autres bénéfices. Sous réserve d'ajustements, le taux d'imposition effectif des bénéfices résultant de la vente de produits brevetés est proche de 10%, à comparer au taux de 19% actuellement en vigueur au Royaume-Uni (qui augmenterait à 25 % en 2023). Le taux d'imposition de ce régime dit "Patent Box" ne peut être appliqué que lorsque le brevet a été délivré, mais l'imposition du bénéfice peut être calculé rétroactivement à la date de dépôt de la demande de brevet. Cette possibilité n'a pas été prise en compte dans les comptes semestriels. L'impact du régime « Patent Box » sur le premier semestre 2020, estimé à 3 219 k€ a été entièrement extourné sur l'exercice 2020 et un nouveau montant sera comptabilisé quand et si les brevets sont accordés.

La dette d'impôt de 15 116 k€ au 31 décembre 2020 a été payée en janvier 2021.

11. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période. Le résultat net dilué par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation et du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments financiers dilutifs.

Montants en k£	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
(Perte)/bénéfice nette attribuable aux actionnaires de la Société	-12 675	35 131
Impact d'instruments dilutifs	-	-
(Perte)/bénéfice nette attribuable aux actionnaires de la Société	-12 675	35 131
Nombre moyen pondéré d'actions	70 626 248	65 721 150
Impact d'instruments dilutifs	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	70 626 248	65 721 150
(Perte)/bénéfice par action (en £)	-0,18	0,53
(Perte)/bénéfice dilué par action (en £)	-0,18	0,53

12.STOCKS ET ENCOURS DE PRODUCTION

Le tableau ci-dessous présente les stocks et encours de production :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Audité) Exercice clos au 31 décembre 2020
Matières premières	21 508	14 406
Encours	11 558	8 999
Produits finis	13 503	9 550
Provisions pour dépréciation	-31 442	-3 067
Total stocks et encours de production	15 127	29 888

Le stock brut a considérablement augmenté depuis la fin de l'année. Cette constitution de stocks a été la réponse directe du Groupe à l'appel lancé par le gouvernement britannique aux fabricants britanniques pour qu'ils renforcent leur capacité de production et la flexibilité de leur chaîne d'approvisionnement pour faire face à la pandémie de COVID-19, et elle était basée sur la demande probable indiquée par le DHSC.

En conséquence, la provision pour stock a augmenté à 31 442 k€ au 30 juin 2021, dont 26 098 k€ sont liés à la non-obtention de contrats supplémentaires avec le DHSC et 5 344 k€ aux opérations habituelles de l'entreprise. Le Groupe continuera à chercher des moyens d'utiliser ce stock.

13. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Le tableau ci-dessous présente les créances clients et autres débiteurs :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Audité) Exercice clos au 31 décembre 2020
Clients et comptes rattachés	32 452	79 341
Dépréciation sur créances clients	-246	-160
Créances fiscales – Taxe sur la Valeur Ajoutée	8 262	343
Créances sur cessions d'activités	67	67
Autres créances	35	1
Total clients et autres créances	40 570	79 592

Le principal facteur de réduction du solde des créances commerciales est le paiement de 47 927 k€ par le DHSC, en règlement d'une facture de 2020. Dans le solde actuel des créances commerciales, il reste une facture impayée à DHSC d'un montant total de 23 957 k€ établie en 2020 pour des produits livrés au cours de l'année 2020 et qui reste impayée à la date de signature des états financiers ; le recouvrement de la facture dépend de l'issue du litige contractuel.

Les livraisons et facturations au DHSC au cours du premier semestre 2021, d'un montant de 49 034 k€ (TVA comprise), sont maintenant incluses dans le litige en cours de discussion. Comme ces ventes n'ont pas été comptabilisées conformément à la norme IFRS 15, le produit, la créance commerciale et l'élément TVA des transactions ont été annulés. Ce traitement comptable ne modifie pas la position juridique ou les droits du Groupe en ce qui concerne le litige avec le DHSC et le Groupe estime qu'il conserve des motifs solides pour faire valoir ses droits contractuels.

Le solde des " Créances fiscales - Taxe sur la valeur ajoutée " de 8 262 k€ concerne la TVA payée au Royaume-Uni sur des factures de vente en litige avec le DHSC. Comme ces ventes n'ont pas été comptabilisées conformément à la norme IFRS 15, le produit, la créance commerciale et la composante TVA des transactions ont été extournés, ce qui a donné lieu à un solde débiteur de TVA.

Les créances commerciales sont dues dans un délai d'un an. Dès qu'une facture est en retard de plus de 90 jours, on considère qu'il est probable qu'elle ne sera pas réglée et, par conséquent, ces factures sont provisionnées en totalité dans le cadre d'un modèle de perte de crédit attendue, sauf lorsque la direction a examiné le cas et tranché différemment.

14. CREANCES FISCALES

Trois éléments clés composent le solde de l'impôt sur les sociétés à recevoir de 17 725 k€ :

- un excédent de versement d'impôt sur les sociétés de 4 346 k€ par rapport à 2020,
- et un excédent de versement de 9 976 k€ par rapport à 2021, en raison de l'impact tardif du litige contractuel avec le DHSC sur les résultats financiers, après que les paiements aient été effectués.
- Le dernier élément de 3 201 k€ concerne les pertes du premier semestre 2021 qui peuvent faire l'objet d'un report en arrière pour être imputées sur les bénéfices imposables de 2020.

15. PROVISIONS

Le tableau ci-dessous présente les natures et les variations des provisions pour risques et charges pour la période du 1 janvier au 30 juin 2021 :

Montants en k€	(Audité)				Impact des taux de change	(Non audité) Au 30 juin 2021
	Au 1 janvier 2021	Augmentation	Reduction	Désactualisation		
Remise en état des locaux	242	4	-70	5	-	181
Provisions à long terme	242	4	-70	5	-	181
Litiges	68	-	-	-	-4	64
Garanties produits	19 788	-	-	-	-	19 788
Provisions à court terme	19 856	-	-	-	-4	19 852

La direction a examiné la provision pour réclamation au titre de la garantie des produits détenue au 31 décembre 2020 et estime qu'elle est toujours appropriée au 30 juin 2021. Cela concerne principalement le litige contractuel en cours avec le DHSC détaillé dans la Note 20.

16.FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

Montants en k£	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Audité) Exercice clos au 31 décembre 2020
Dettes fournisseurs	1 587	5 228
Factures non parvenues	4 602	8 016
Dettes sociales	884	1 082
Dettes fiscales – Taxe sur la valeur ajoutée	139	16 831
Autres dettes	5 614	5 627
Total fournisseurs et autres créiteurs	12 826	36 784

Les dettes commerciales et les factures à payer ont chuté, parallèlement à la réduction des ventes au second trimestre 2021 par rapport au dernier trimestre 2020.

Le solde de clôture 2020 des dettes fiscales - taxe sur la valeur ajoutée - concerne principalement la TVA à payer à l'administration fiscale du Royaume-Uni au titre des mois de novembre et décembre 2020. Il a été payé au premier trimestre 2021.

Le solde des autres dettes correspond à la deuxième tranche du paiement du plan d'intéressement à long terme (LTIP) qui doit être réglé en novembre 2021.

17.CAPITAL SOCIAL

	Montant du capital social en k£	Montant du capital social en k€	Valeur unitaire par action en €	Nombre d'actions émises
(Audité) Au 31 décembre 2020	4 053	4 708	0,07	70 626 248
(Non audité) Au 30 juin 2021	4 053	4 708	0,07	70 626 248

Au 31 décembre 2020, le capital social de la Société de 4 708 416,54 € était divisé en 70 626 248 actions d'une valeur nominale de 1/15^e d'euro chacune.

Au 30 juin 2021, le capital social de la Société de 4 708 416,54 € est divisé en 70 626 248 actions d'une valeur nominale de 1/15^e d'euro chacune.

Le capital social de la Société est constitué d'une seule catégorie d'actions. Toutes les actions en circulation ont été souscrites, appelées et entièrement libérées.

18. NOTES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Résultat net total consolidé	-12 675	35 131
Ajustements :		
Amortissements, dépréciations et provisions	938	784
Plan d'intéressement à long terme	-	3 648
Elimination de la variation de juste valeur en résultat	-	-79
Elimination des résultats de cession des immobilisations	35	145
(Produit)/charge d'impôt sur le résultat	-2 673	5 178
Autres mouvements sans impact en trésorerie	-7	-47
Flux de trésorerie opérationnels avant variations du fonds de roulement	-14 382	44 760
(Augmentation)/diminution des stocks (*)	14 760	-12 032
(Augmentation)/diminution des créances	40 396	-24 768
Augmentation/(diminution) des dettes	-23 596	11 584
Flux de trésorerie opérationnels	17 178	19 544
Impôts (payés)/encaissés	-29 447	3
Frais financiers	90	1 957
Flux de trésorerie opérationnels nets	-12 179	21 504

(*) La variation de la valeur des stocks résulte des mouvements suivants :

Montants en k€	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2021	(Non audité) Semestre clos au 30 juin 2020
Augmentation de la valeur brute	-13 615	-12 130
Augmentation de la provision pour dépréciation des stocks	28 375	98
Total variation nette des stocks	14 760	-12 032

Des commentaires sur l'augmentation de la provision pour dépréciation des stocks figurent dans les Notes 6, 7 et 12.

19.IMPACT DU BREXIT SUR L'ACTIVITE DU GROUPE

Le Royaume-Uni a quitté l'UE le 31 janvier 2020 et la période de transition du Brexit s'est terminée le 31 décembre 2020 avec un accord de commerce et de coopération (ACC) en place entre le Royaume-Uni et l'UE. Notre priorité absolue dans la préparation de la sortie du Royaume-Uni de l'UE a été de maintenir la continuité de l'approvisionnement de nos produits aux clients.

A ce jour, le Brexit n'a pas eu d'impact significatif sur l'entreprise, mais comme nous sommes dans les premières étapes de l'ère post-Brexit, la direction continue de surveiller et de gérer la situation.

20.PASSIF EVENTUEL

Au cours du premier semestre de 2021, le Groupe a reçu la notification d'un litige contractuel entre sa filiale, Primer Design Limited, et le DHSC relatif à des revenus d'un montant total de 129 124 k£ concernant des obligations de performance satisfaites au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le paiement de 23 957 k£ de factures relatives à des produits livrés au cours de 2020 reste en suspens à la date de publication des comptes intermédiaires et le recouvrement de la facture dépend de l'issue du litige contractuel.

La direction et le conseil d'administration ont examiné la provision pour garantie de produits d'un montant total de 19 753 k£ comptabilisée en 2020 en relation avec le litige avec le DHSC et ont estimé qu'elle reste appropriée au 30 juin 2021.

21.EVENEMENTS POSTERIEURS

Des mises à jour sur le différend contractuel avec le DHSC sont incluses dans la Note 20 « Passif éventuel ».